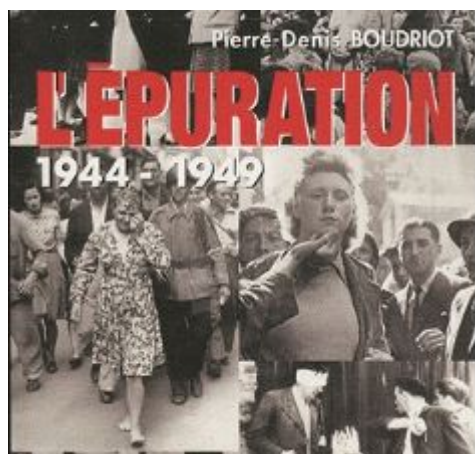


Les crimes de l'épuration



« Il y a deux histoires, l'une que l'on enseigne et qui ment, l'autre que l'on tait parce qu'elle recèle l'inavouable » (Honoré de Balzac).

Si l'on en croit l'historien Henri Amouroux, les Français étaient majoritairement pétainistes jusqu'au débarquement en Normandie le 6 juin 1944. Mais l'histoire d'après-guerre, écrite et enjolivée par les gaullistes et les communistes, a scindé le pays, de façon assez caricaturale, en deux camps : les résistants et les « collabos », ce qui permettait de minimiser les crimes commis à la libération : une période appelée « *l'épuration* » et qui, hélas, justifie bien son nom !

Qu'on le veuille ou non, la France de 1940 à 1944 a été pétainiste et passive à 90 ou 95%. Il y a bien eu une poignée, une faible proportion de la population, pour fournir les « *résistants de la première heure* ».

Le 22 juin 1941 l'armée allemande attaqua l'URSS scellant ainsi la rupture du pacte germano-soviétique. C'est seulement à partir de ce moment là que les communistes basculèrent dans la résistance. En mars 1942, l'instauration du STO poussa plus massivement des jeunes vers les maquis mais la résistance restera cependant marginale jusqu'au débarquement allié du 6 juin 1944.

Dans les clichés de cette époque trouble, on a retenu des résistants – gaullistes, communistes, socialistes – et une droite « *maréchaliste* » voire collaborationniste, ce qui relève des « *mensonges de l'Histoire* ».

La droite d'avant-guerre était, dans son immense majorité fortement *antiallemande*. Deux partis, exclusivement, se déclaraient fascistes : le « *Faisceau* » de Georges Valois – arrêté pour « faits de résistance » à l'Hôtel *Dardières*, aux Ardillats par la Gestapo, le 18 mai 1944, il mourra du typhus, en déportation, à Bergen-Belsen, en février 1945 – et le « *Franscisme* » de Marcel Bucard.

Seul le premier avait des accointances avec l'Italie fasciste. Le chantre de la collaboration fut Pierre Laval, ancien député *socialiste*. Les partis les plus collaborationnistes furent le « *Parti Populaire Français* » créé et dirigé par Jacques Doriot, ancien député-maire *communiste* de Saint-Denis qui mourra sous l'uniforme allemand et le « *Rassemblement National Populaire* » du député *socialiste* Marcel Déat, éphémère ministre de l'aviation en 1936.

La droite nationaliste, souvent favorable au maréchal Pétain, va s'impliquer massivement dans la résistance. Son premier martyr connu fut l'officier de la « *Royale* », Honoré d'Estienne d'Orves, fusillé au Mont-Valérien, le 29 août 1941. L'amiral Darlan était sur le point d'obtenir sa grâce quand, le 21 août, le Communiste Pierre Georges, futur « *colonel Fabien* » – qui ne sera qu'un pseudonyme que les communistes s'empresseront de sacraliser – tira dans le dos d'un officier allemand, l'aspirant Moser, au métro « *Barbès* ». L'histoire officielle n'a pas retenu ce détail, ni le fait que l'aspirant Moser attendait le métro sans arme, quand Pierre Georges lui a (*héroïquement*) tiré dans le dos. En représailles, cent otages sont exécutés dont Honoré d'Estienne d'Orves.

Hélas trop souvent, tels les ouvriers de la dernière heure, certains résistants tardifs se montreront les pires épurateurs

(parfois pour faire oublier un passé de « collabo » ou une fortune bâtie en faisant du marché noir.)

C'est une époque où l'armée française, qui veut se persuader qu'elle a gagné la guerre, reconstitue ses effectifs en régularisant des FFI et des FTP communistes. Heureusement, avant d'en faire des militaires d'active, on envoie ces cadres au rabais tester leur niveau de connaissance à l'école des officiers de Cherchell, en Algérie. L'ancien député Marcel Bouyer, lieutenant FFI, ex-agent de liaison dans la poche de Royan, racontait en riant :

« *Cherchell, c'était impayable ! Des gens y rentraient avec des galons de colonels et en ressortaient... sergents.* ». Il est vrai que l'inflation aux galons était monnaie courante à l'époque : Jacques Delmas (*Chaban* dans la résistance), futur maire de Bordeaux, aspirant en 1939, sera... général en 1944, à 27 ans. Malgré des états de service honorables, on n'avait plus vu ça depuis Bonaparte ! Mais, en ces temps troublés, tout est permis, il suffit d'oser ! On a même vu, chez les FTP, des « *colonels à 6 galons* » (un colonel en porte 5) dont un qui avait échoué à son peloton de... caporal en 1939.

De Gaulle, décorant à Bordeaux une rangée d'une douzaine de « colonels » FFI ou FTP trouve, en bout de file, un simple capitaine auquel il déclare en souriant : « *Vous ne savez pas coudre ?* »

Tout ceci pourrait prêter à sourire, mais la France de la libération, c'est aussi celle des crimes de l'épuration qui demeureront une honte et entachera à jamais notre Histoire...

A la libération, en métropole, commencera une kyrielle de procès, plus ou moins bâclés, plus ou moins expéditifs, mais avec une *apparence* de légalité.

Intransigeance d'une justice partisane et injuste : le 27 janvier 1945, la cour de justice de Lyon rend son verdict : Charles Maurras, 76 ans, l'un des écrivains les plus

influent de son temps, est condamné à la réclusion perpétuelle et à la dégradation nationale pour « *intelligence avec l'ennemi* ».

Si quelqu'un n'avait jamais eu d'« *intelligence* » avec l'Allemagne, c'était bien Maurras. Lutter contre le germanisme avait été l'un des buts de sa vie. Mais nous étions en 1945 et le seul fait d'être proche de Pétain valait d'être taxé aussitôt du crime de *collaboration*... donc de traître.

Durant la même période s'ouvre le procès de Robert Brasillach, directeur du journal « *Je suis partout* ». Condamné à mort, il a bénéficié d'un soutien massif des intellectuels – gaullistes et communistes, entre autres – qui ont signé une pétition pour demander sa grâce à de Gaulle. Le « *premier résistant de France* » refusa son recours en grâce et Brasillach fut fusillé le 6 février 1945 au fort de Montrouge.

De Gaulle justifiera sa décision, plus tard, par « *son indignation d'avoir vu Brasillach posant en uniforme allemand sur la couverture d'un magazine...* ». Oui mais voilà, Robert Brasillach n'a jamais porté l'uniforme allemand. De Gaulle l'a simplement confondu avec Jacques Doriot. Un « détail » peu glorieux qui entache la « belle histoire » du gaullisme...

Le 15 août 1945, en plein été, la cour rend son verdict au procès Pétain : la peine de mort.

Ce vieux maréchal, qui, en juin 1940 avait « *fait don de sa personne à la France pour atténuer ses malheurs* » paie pour la lâcheté de tout un peuple.

En effet, arrêtons de faire croire que ce vieillard aurait fait, avec la complicité de Pierre Laval, une sorte de coup de force pour s'emparer du pouvoir. Rappelons les faits : les parlementaires français ont accordé les pleins pouvoirs à Pétain par 569 voix *pour* et 80 *contre*, soit, en gros, 85% des suffrages exprimés. Ce vote eut lieu le 10 juillet 1940.

Comment ose-t-on écrire que la France et ses représentants légaux ne pardonnaient pas au maréchal d'avoir demandé les conditions d'un armistice le... 18 juin ? Ils ont eu le temps de la réflexion et ont donc voté *en leur âme et conscience*.

Dans un entretien à *Valeurs actuelles* en date du 13 décembre 1993, l'historien, Henri Amouroux, déclarait : « *Le gaullisme a imposé l'idée qu'il ne fallait pas signer cet armistice et que Vichy était illégitime. C'est fabuleux ! Mais, ce n'est pas sérieux !* ».

L'épuration a été sanglante dans presque toute la France. Citons, par exemple, les « purges » et règlements de compte effectués, en toute impunité, par les FTP du Limousin. Des comportements monstrueux qui finiront par irriter puis indigner Georges Guingouin, commandant le « *régiment de marche du Limousin* » (FTP), bien qu'il s'agisse de ses propres troupes. Guingouin, maire de Limoges à la libération, sera exclu du PCF après un long procès « stalinien » ; il avait osé écorner le mythe d'une France combattante pure, incarnée par les communistes !

L'épuration, c'est aussi cet exploitant agricole en Charente, Paul de M..., qui a vu son père et son frère fusillés sous ses yeux parce qu'ils étaient aristocrates, catholiques et châtelains. L'enquête prouvera qu'ils aidaient la résistance non-communiste.

Robert Aron, historien de la période de l'épuration, note : « *C'est un véritable armorial, un annuaire des châteaux ou un bottin mondain de province que l'on pourrait constituer avec les victimes. D'autant que beaucoup d'entre elles ont eu le tort inexpiable, tout en étant antiallemandes, de faire confiance à Pétain, ou bien d'être, dans la résistance, d'un camp différent de celui de leur assassin...* ».

C'est aussi, cette jeune fille, catholique et cheftaine des *guides de France*, qu'on viendra chercher le jour de son

mariage pour la fusiller devant ses proches au motif que sa famille – mais pas elle ! – aurait été « *collabo...*

C'est cet amiral en retraite, proche du maréchal Pétain, que les épurateurs vont écarteler entre deux camions en le brûlant à la lampe à souder...

C'est le comte Christian de Lorgeril, parent de d'Estienne d'Orves, mais à qui on reproche son château et ses idées monarchistes. Il est arrêté le 22 août 1944 : « *Complètement nu, le malheureux dut s'asseoir sur une baïonnette. Puis il eut les espaces métacarpiens sectionnés, les pieds et les mains broyés. Les bourreaux lui transpercèrent le thorax et le dos avec une baïonnette rougie au feu. Le martyr fut ensuite plongé dans une baignoire pleine d'essence à laquelle les sadiques mirent le feu. Leur victime s'étant évanouie, ils le ranimèrent pour répandre ensuite sur ses plaies du pétrole enflammé. Le malheureux vivait encore. Il devait mourir, 55 jours plus tard, dans les souffrances d'un damné... ».*

Ce récit, d'un sadisme écœurant, est paru dans le quotidien « *L'Aube* » en novembre 1950. Nous étions revenus aux pires heures de la Révolution de 1789 !

Parmi la faune de barbares « *résistants* » de l'époque, figurait un certain Henrot, responsable, entre autres, du massacre de la famille de Buffières et du pillage de leurs propriétés de Dolomieu et Milliassière, près de Grenoble. Le rapport d'enquête établit que : « *Le 16 août 1944 au matin, une équipe d'une dizaine d'hommes fut désignée et placée sous la responsabilité d'Henrot, pour se rendre au château de Dolomieu afin de ramener au maquis le comte et la comtesse signalés comme collaborateurs... Lourdemment armés, ils enfoncèrent la porte et abattirent Philibert venu à leur rencontre les bras levés. Il fut abattu d'une rafale de mitraillette... Son épouse, qui protégeait leur petit garçon Michel, resta au premier étage... Marcelle et son fils Michel furent emmenés au camp du Châtelard... Arrivée au camp, Marcelle*

fut soumise aux pires tortures... une nuit d'orgies, devant son fils... Marcelle fut exécutée par ordre ainsi que son fils, sans qu'il soit question de la mise en jugement ou d'une décision de condamnation... ».

Ce rapport d'enquête stipule que l'enfant de 5 ans reçut une balle dans la tête, allongé sur le corps de sa mère.

Philibert de Buffières avait un frère en camp de concentration. Il y mourra. Son fils Bernard était sous-officier dans l'armée de Lattre.

Quelques jours plus tard, le 22 août, toujours sous les ordres du « lieutenant » Henrot, la bande investit le domaine de Milliassière : « *Elisabeth de Buffières nota dans son livre de messe, une phrase prémonitoire : « Aimer c'est se donner jusqu'au sacrifice. 22/08/1944 ».* Les FTP pillent et saccagent le château. Puis, vers 22h30 ils repartent vers d'autres forfaits : « *Elisabeth ne réapparaissait pas... Etendue sur son lit, elle avait reçu trois balles de revolver dont une dans la tempe, après avoir été violée... »*

Le « lieutenant » Henrot, lui, ne rendra jamais de compte à la justice : tué d'une balle en pleine tête (sans doute tirée par un de ses hommes), le 3 septembre, place des Terreaux, à Lyon, durant la libération de la ville. Le nom de ce « grand résistant » figure quelque part, sur un monument aux morts « *pour la France* ».

Il existe un autre volet de l'épuration qu'on a trop tendance à minimiser : celui des femmes tondues.

Pour les « épurateurs », le fait de coucher avec l'occupant était sanctionné, à minima, par la tonte des cheveux. Ces femmes tondues étaient accusées de « *collaboration horizontale* », un acte qui n'est pas incriminé dans le code pénal et qui n'a donc rien d'illégal. Certaines ont été lynchées, violées, torturées ou tuées. Le compte de ces victimes est difficile à établir. On parle de 20 ou 30 000,

peut-être plus ?

Au nom de l'épuration, on a martyrisé et tondu des femmes amoureuses (celles, par exemple, qui refusèrent de quitter leur concubin ou leur mari allemand, lors des évacuations de civils des bases de sous-marins de Saint-Nazaire, Lorient et Dunkerque), puis celles qui, après tout, n'ont fait que leur métier (entraîneuses, prostituées...). On se souvient de la tirade de la comédienne Arletty à qui on reprochait un amant allemand et qui répondit de sa voix gouailleuse et nasillarde : « *Et alors ? Mon cœur est français mais mon cul est international !* ».

Après-guerre, des femmes tondues, battues, violées ont tenté des actions en justice contre leurs bourreaux mais leur action a été disqualifiée, elles n'étaient pas considérées comme des victimes.

Le chiffre officiel de l'épuration, communiqué par Adrien Tixier, alors ministre de l'Intérieur, au « *colonel Passy* » (le capitaine Dewavrin) est de 105 000 victimes. Ce chiffre émanait des rapports des préfets. Il n'a jamais trouvé de démentis sérieusement étayés.

On a toujours tendance, pour minorer voire légitimer les crimes de l'épuration, à les mettre en parallèle avec ceux de la Milice, de sinistre mémoire. Mais les exactions barbares de la Milice, dans les derniers mois de la guerre, représentent entre 2 000 et 5 000 victimes. C'est odieux et énorme (sur une courte période et avec des effectifs armés d'environ 10 à 15 000 hommes à peine) mais cela représente de 2 à 5% maximum des crimes commis par les FTP et/ou d'autres (vrais ou faux) résistants...

Durant la seconde guerre mondiale, sur le sol de France, les « purges » de la libération et les bombardements anglo-américains firent, officiellement, 3 à 4 fois plus de victimes civiles que celles attribuées aux nazis.

« *C'est la mémoire qui fait toute la profondeur de l'homme* » soutenait Peguy. Dans le but de promouvoir une vérité historique par trop malmenée, Eric de Verdelhan – avec la sagacité qu'on lui connaît – a réussi la prouesse de transmettre dans son livre « *Les massacres oubliés* » (1), cette mémoire si maltraitée de nos jours.

Jusqu'ici, l'Histoire n'a été qu'un recueil de mensonges, d'ironies, de bouffonneries, un amoncellement de massacres et de cris de douleur. C'est ce qui est lassant chez elle : cette trame toujours semblable sous l'infini variété des motifs, cette lutte constante pour un chimérique pouvoir, ces victoires perdues, ces espoirs trahis, ces décadences, ces chutes, ces reniements, ces efforts vers un avenir qui se dérobe sans fin et qui ne relâche rien de ses exigences sanguinaires, donne une image de l'homme dont on ne saura jamais si elle exprime sa grandeur ou au contraire sa misère.

Albert Camus soutenait que « *seule la vérité peut affronter l'injustice. La vérité ou bien l'amour* ». Un homme qui écrit à charge d'âme, tout livre est un plaidoyer. Eric de Verdelhan, nous livre, ici, une étude réaliste à base de faits et de vérités vraies à l'histoire morale du XXème siècle.

José CASTANO

(1)

: <http://www.chire.fr/A-200467-oran-5-juillet-1962-et-quelques-autres-massacres-oublies.aspx>